



Commentaires de la Cour de Justice de l'Union européenne relatifs à l'enquête de propre initiative OI/1/2014/PMC de la Médiatrice européenne concernant les lanceurs d'alertes

Correspondance - 02/03/2015

Affaire OI/1/2014/PMC - Ouvert le 24/07/2014 - Décision le 26/02/2015 - Institutions concernées Parlement européen (Poursuite de l'enquête non justifiée) | Conseil de l'Union européenne (Poursuite de l'enquête non justifiée) | Commission européenne | Cour de justice de l'Union européenne | Cour des comptes européenne | Contrôleur européen de la protection des données (Poursuite de l'enquête non justifiée) | Comité économique et social européen (Poursuite de l'enquête non justifiée) | Comité européen des régions | Service européen pour l'action extérieure (Poursuite de l'enquête non justifiée) |

Merci de voir le PDF en pièce jointe